

## Mai-Juin 68 : la rencontre ouvriers/étudiants

ANNIE COLLOVALD  
GÉRARD MAUGER  
CLAUDE POLIAK

Quarante ans plus tard, il semble qu'on a découvert que Mai-Juin 68 en France, ce n'était pas encore la libération sexuelle, les communautés et le cannabis (« la contre-culture » c'était ailleurs, en France, ce fut plus tard), que ce n'était pas seulement les étudiants, la Sorbonne, les barricades et Cohn-Bendit, mais que ce fut aussi et surtout le plus grand mouvement de grève du xx<sup>e</sup> siècle et, de ce fait, une remise en cause généralisée de l'ordre établi : jusque dans le champ politique qui sembla vaciller pendant un temps<sup>1</sup>. Sans cette grève générale, on ne commémorerait sans doute pas plus aujourd'hui Mai-Juin 68 que Novembre-Décembre 86 : qui se souvient encore de la mobilisation étudiante contre la réforme Devaquet ?

Que s'est-il passé en Mai-Juin 68 ? Simplifions : la répression policière des manifestations étudiantes du 3 au 12 mai suscite la solidarité. La grève de 24 heures et la grande manifestation intersyndicale du 13 mai sont relayées dès le lendemain : grèves et occupations d'usines se multiplient jusqu'à atteindre, dès le 20 mai, 7 à 8 millions de grévistes. Le 10 juin, on compte encore près d'un million de grévistes. Reste que la « Révolution » que beaucoup espéraient et que beaucoup d'autres redoutaient n'a pas eu lieu : dans ce « moment critique », certains crurent voir une « répétition générale », tous les autres s'employèrent à en conjurer le spectre.

Si « la Révolution » n'a pas eu lieu, cette situation exceptionnelle eut de multiples effets. Ce dossier est consacré au « décloisonnement social » plus souvent supposé qu'étudié et, plus spécifiquement, aux rapports entre ouvriers et étudiants. Sans

1. Cf. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005 et Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

sacrifier à une vision euphorique de l'abolition des frontières sociales, on interrogera ici, sous différents angles, « cette rencontre improbable ».

En guise d'introduction, nous avons interrogé Bernard Pudal<sup>2</sup> sur cet angle d'approche de l'événement. Puis nous avons demandé à Henri Rey<sup>3</sup>, d'une part, et à Paul Boulland, Nathalie Ethuin, Julian Mischi, d'autre part, une analyse des anathèmes croisés des porte-parole respectifs des « avant-gardes » ouvrières et étudiantes : le PCF et les groupes « gauchistes » engagés dans une lutte symbolique sans merci. La métaphore religieuse inspirée de Max Weber<sup>4</sup> semble s'imposer ici : Mai-Juin 68 apparaît aussi comme un épisode intense des luttes de concurrence entre une « église » assiégée qui s'efforce de conserver le monopole de la gestion du salut politique de la classe ouvrière et une efflorescence de « sectes » regroupées autour de « petits prophètes » hérétiques.

Pourtant, en dépit des invectives et stigmatisations croisées (« aventurisme gauchiste » pour les uns, « stalinisme » ou « révisionnisme » pour les autres), des rencontres entre ouvriers et étudiants eurent lieu pendant et après Mai-Juin 68. Nicolas Hatzfeld et Cédric Lomba étudient les relations « étudiants/ouvriers » à Besançon. Erik Neveu revient sur l'expérience volontariste des établis. Gérard Mauger et Claude Poliak s'interrogent sur la présence de jeunes travailleurs dans les manifestations étudiantes du Quartier latin et sur les effets de « la rencontre » dans les groupes militants « de base ». Si ces relations, dans leurs différentes modalités, bravent les anathèmes croisés des porte-parole, les enquêtes montrent qu'elles ne sont pas pour autant faciles : pas plus que la domination culturelle, l'anti-intellectualisme ne s'abolit par décret. Enfin, l'analyse, proposée par Keith Dixon, du mouvement social britannique en 1968 suggère plus d'un rapprochement – avec des décalages dans le temps – entre les histoires parallèles des mouvements ouvriers et étudiants en Grande-Bretagne et en France.

Deux autres articles de ce numéro prolongent le dossier. Le « Grand entretien » avec Jean-Claude Caron, fait écho à « Mai-Juin 68 » en évoquant les luttes étudiantes et ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, l'entretien de Claude Poliak avec Lucien (dans la rubrique « Paroles ») permet d'aborder de près « les causes et les effets » d'une rencontre entre ouvriers et étudiants. ■

2. Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008.

3. Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), *Dictionnaire de Mai 68*, Paris, Larousse, 2008. Cf. aussi Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008.

4. Max Weber, *Sociologie des religions*, Paris, Éditions Gallimard, 1996.

## Mai-Juin 68, « jonction » ou « rendez-vous manqué » entre ouvriers et étudiants ?

ENTRETIEN AVEC  
BERNARD PUDAL  
université Paris 10-  
Nanterre et Cultures  
et sociétés urbaines  
(CSU-CNRS)

Propos recueillis par  
Gérard Mauger et  
Claude Polak

Après quatre décennies d'historiographie, de témoignages et d'exégèses, on redécouvre, en dépit du reflux actif opéré au fil de ces 40 années, que mai-juin 68 a d'abord été le plus grand mouvement de grèves du  $xx^e$  siècle. Sans doute, ne commémorerait-on plus l'événement depuis longtemps s'il n'y avait pas eu, outre le mouvement étudiant, cette grève générale d'une ampleur et d'une longueur exceptionnelles. Deux livres, celui de Xavier Vigna<sup>1</sup>, mais aussi celui que Bernard Pudal a codirigé aux éditions de l'Atelier<sup>2</sup>, ont certainement joué un rôle à cet égard.

*Savoir/Agir: Dans votre livre, vous analysez à la fois l'apparition sur la scène politique du mouvement étudiant, ou plutôt sa résurgence car, comme le rappelle Jean-Claude Caron, les étudiants ont participé au moins depuis le  $xix^e$  siècle aux luttes politiques, et ce qui reste l'apogée du mouvement ouvrier en France. Ce dossier de Savoir/Agir pour le quarantième anniversaire de Mai-Juin 68 a pour objet le rapport entre ces deux dimensions. De ce point de vue, comment vous situez-vous par rapport aux thèses opposées de « la jonction » d'une part, du « rendez-vous manqué » d'autre part ?*

1. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.
2. Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions Ouvrières, 2008.

**Bernard Pudal:** Je partirai du livre et des enjeux sous-jacents. Nous l'avons intitulé à dessein *Mai-Juin 68*. D'une façon qui me paraît significative, ce titre a provoqué des difficultés avec l'éditeur, qui ne souhaitait pas voir apparaître « juin ». Mentionner « juin », c'est en effet rompre avec une sorte de routinisation du récit de l'événement toujours

centré sur Paris, sur les étudiants et sur le mois de mai. Or, une telle approche passe, de notre point de vue, à côté d'une grande part de la réalité.

Par ailleurs, c'est un livre-étape. Il n'a pas vocation à dire l'alpha et l'oméga sur 1968 mais à ouvrir le champ des recherches<sup>3</sup>. Dans quels domaines ? D'abord vers la province. Ce qui devrait conduire à s'intéresser aux étudiants issus des classes moyennes et populaires, sensiblement plus nombreux en province qu'à Paris. Ouvrir ensuite sur le mouvement ouvrier et sur les grèves, qui ne sont d'ailleurs pas seulement des grèves ouvrières. Il y a donc un double déplacement dans le livre.

À partir de là, nous avons suscité diverses enquêtes sur la question ouvrière, sous différents angles qui méritent tous d'être approfondis. Nous l'avons fait pour l'avant-68 avec le travail sur la Rhodiaceta, avec une préoccupation : aller vers les acteurs de base pour sortir – c'est un troisième déplacement – des récits sur « le rendez-vous manqué » entre ouvriers et étudiants vu au prisme des enjeux d'organisation ou de leaders.

Nous aurions dû, c'est une lacune, faire quelque chose sur les immigrés, dans la perspective d'une meilleure compréhension de ce qui s'est passé en Mai-Juin 68.

S'agissant des grèves elles-mêmes et de leur poursuite en juin, il reste une série de questions sur la combativité ouvrière après Grenelle. Il faut rappeler à ce sujet que, contrairement à ce qui est parfois dit, il n'y a pas eu d'accords de Grenelle, rien n'ayant été signé, mais seulement des négociations de Grenelle. C'est la raison pour laquelle nous accordons une importance historiographique à l'arrivée de la délégation de la CGT à Billancourt, aux usines Renault le 27 mai 1968. C'est une arrivée décalée, Frachon arrivant d'abord, Séguy ensuite. Il existe une sorte de mythologie selon laquelle la délégation aurait été sifflée. Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu, incontestablement, tentative de la part de la délégation de la CGT – par Frachon d'abord et Séguy ensuite – d'orienter la discussion vers la reprise du travail. Mais, en même temps, ils avaient conscience que ça ne passerait pas. Séguy est prévenu quelques minutes avant son intervention qu'il y aurait des difficultés s'il allait trop loin vers un appel à la reprise. C'est Claude Poperen qui

<sup>3</sup> Cf. entre autres publications récentes, Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008.

s'en charge. Il était à l'époque membre du comité central du parti communiste, responsable des métallos sur la région parisienne et chargé de « suivre » les grèves chez Renault, non seulement à Billancourt mais aussi à Flins et à Cléon.

Il y a donc une vraie combativité ouvrière qui va se traduire par la poursuite des grèves, parfois jusqu'à la mi-juin.

Nous essayons aussi de traiter dans le livre la question de l'amnésie que vous avez évoquée. Il s'agit d'un vaste problème. Mai 68 est, en effet, indiscutablement le plus grand mouvement de grève du xx<sup>e</sup> siècle, à la fois par le nombre de grévistes – 7 à 8 millions – et par la durée de la grève – parfois 5 semaines –, un mois à Renault. Et pourtant, personne ne peut commémorer le mouvement. C'est une vraie question : il y a là une manière possible d'entrer dans ce mouvement et de l'interroger de manière originale.

Les grèves de 68 sont plurielles, avec des motifs de s'y engager très variables, comme le montre bien Xavier Vigna. Mais, en même temps, les partis de gauche et les syndicats « ne savent pas quoi faire de ce qui est en train de se passer ». Il y a eu incertitude et questionnement, même si on ne peut pas à proprement parler de surprise. Le mouvement ne surprend pas, en effet, en lui-même. Les cégétistes travaillaient en effet depuis les années 1950 pour organiser le mouvement ouvrier et lancer des luttes revendicatives, ce qu'ils ont réussi à faire d'ailleurs en plusieurs occasions. Le comité central d'avril 1968 avait souligné la montée des luttes sociales. Mais cette lutte-là désarçonne d'autant plus les dirigeants du parti communiste et de la CGT que les schémas qui sont les leurs pour penser ce qui se passe ne leur permettent pas de créer des rencontres, nouer des alliances et faire l'union progressivement à la base. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu ce qu'avec Retière nous appelons des phénomènes de « métissage »<sup>4</sup>.

Il est donc exact qu'il y a, dans notre travail, un déplacement important en direction des groupes sociaux (y compris par exemple les étudiants d'origine populaire) et des luttes qui ont été occultées jusqu'ici dans les récits sur mai 68.

*Savoir/Agir: Pourriez-vous préciser pourquoi, selon vous, la commémoration du « Mai ouvrier » était impossible ?*

4. Bernard Pudal et Jean-Noël Retière, « Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68, op. cit.*, pp. 207-221.

**Bernard Pudal:** Pour qu'il y ait commémoration, il faut des institutions ou des groupes organisés qui ont un intérêt à commémorer. Cela aurait donc dû venir des partis de gauche et des syndicats. Le Parti communiste tente de magnifier les grèves ouvrières, dès 1969, notamment autour de la parution du livre de Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*<sup>5</sup>. Mai 68 est présenté comme un grand mouvement de grève. Mais, en réalité, ils ne savent pas comment l'interpréter. Le Comité central se réunit dès les 7 et 8 juillet 1968. Beaucoup d'intervenants sont littéralement « habités » par les gauchistes, les anarchistes, la théorie du complot. Mais il n'y a pas grand-chose sur la nature du mouvement. À la fin de la même année, le manifeste de Champigny utilisera la formule de « premier grand affrontement entre la classe ouvrière et le capitalisme monopoliste d'État », formule attribuée à Benoît Frachon qui se voudrait explication théorique mais qui est très générale. La CFDT se recentre sur d'autres préoccupations: l'autogestion, etc. Les organisations étudiantes, pour diverses raisons qui renvoient à l'histoire de l'extrême gauche en France, ne sont, elles-mêmes, pas capables de penser ce qui vient de se passer. Il n'y a donc pas les éléments nécessaires à une commémoration. Pourtant, de nombreux récits écrits par des ouvriers ou des militants existent. Il y a là un potentiel pour commémorer l'événement. Mais on retrouve un problème fréquent pour les mouvements: l'incapacité d'élaborer les symbolisations et les interprétations qui soient satisfaisantes aux yeux de ceux qui sont chargés de le faire.

*Savoir/Agir: On peut aussi penser que cette difficulté, sinon cette incapacité, d'écrire sa propre histoire à quelque chose à voir avec les rapports des classes populaires avec le système scolaire et les rapports de leurs porte-parole institutionnels avec les intellectuels...*

**Bernard Pudal:** Pierre Bourdieu dit quelque part<sup>6</sup>, à propos des parcours scolaires des enfants des classes populaires que, pendant longtemps, on pouvait s'imaginer que ce qui les empêchait de réussir à l'école, c'était le fait de ne pas la fréquenter très longtemps. Il a fallu faire l'expérience de la relative « démocratisation » scolaire à partir

5. Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*, Paris, Éditions Sociales, 1968 (rééd. 1976).

6. « Un des effets les plus paradoxaux [de la "démocratisation"] a été la découverte progressive, parmi les plus démunis, des fonctions conservatrices de l'École "libératrice" » (Pierre Bourdieu et Patrick Champagne, « Les exclus de l'intérieur », in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, pp. 597-603).

des années 1960 pour découvrir d'autres phénomènes qui continuaient à produire de l'élimination et de l'échec scolaires. En somme, il faut trouver un nouveau langage politique pour articuler les revendications et les luttes avec ce genre d'évolutions du monde social.

C'est un peu ce qui s'est passé pour mai 68 et nous y consacrons la deuxième partie du livre. Notre thèse est que, ce qui a préparé mai 68, c'est la crise des rapports d'autorité sociale. Ceux-ci sont certes pris dans des rapports de domination. Mais on peut très bien mettre en question les rapports d'autorité sociale sans toucher aux rapports de domination eux-mêmes. C'est là que se situent les enjeux de l'après-68. C'est un peu la formule du *Guépard*: « Tout changer pour que rien ne change. » En d'autres termes, on peut changer les formes de la mise en œuvre des rapports d'autorité inclus dans les rapports de domination tout en laissant ceux-ci perdurer.

La particularité des années 1960 et de mai 68 c'est que, dans une certaine mesure, la crise des rapports d'autorité a été associée à la mise en cause des rapports de domination eux-mêmes. Ce qui a manqué, ce sont les organisations capables d'aider à penser cette relation et, par conséquent, de penser les formes d'union entre tous ceux qui entraient dans le combat sur la base d'une sensibilité à des types de rapports d'autorité qui pouvaient différer selon les individus. Les femmes pouvaient être particulièrement sensibles à l'autorité du père ou du mari, les élèves et les étudiants à l'autorité mandarinale, les jeunes ouvriers à celle des petits chefs, comme on l'a vu dans certaines usines. Il y avait donc un phénomène général, mais personne n'est parvenu vraiment à articuler un combat politique avec ces formes de politisation et de mobilisation.

C'est très net pour le parti communiste. Le PC des années 1960 avait rompu avec le PC des années 1920, qui se préoccupait des rapports de domination. D'un certain point de vue, il avait perdu, à cause du stalinisme, l'héritage théorique qui aurait pu être réactivé et actualisé en mai-juin 68, un héritage qui, en matière de pédagogie nouvelle, de libération des femmes, de droits des enfants, a fait l'objet d'un véritable refoulement. Le stalinisme, ce n'est en effet pas seulement la terreur, la violence, c'est aussi le retour aux

rapports traditionnels d'autorité. La CFDT n'était guère mieux armée, ni l'extrême gauche qui plaque sur ces problèmes quelque chose qui est de l'ordre de la révolution.

Personne n'est donc arrivé réellement à articuler mobilisation politique et lutte revendicative. Et peut-être en est-on toujours là...

S'il y avait eu ce processus de politisation, peut-être que les rencontres entre les mondes sociaux en 1968, qui se sont faites, mais de manière individuelle, fragmentaire, locale, auraient pu conduire à cette mythique alliance entre étudiants et travailleurs.

Étudier mai 68, c'est aussi étudier ces formes embryonnaires. Mais elles ne permettent guère de commémorer... Il aurait fallu être en symbiose avec cette histoire-là, ce qui est finalement le cas pour très peu d'organisations.

*Savoir/Agir: On pourrait comparer avec 1936. 1936 a été une victoire à la fois syndicale et politique. Il n'y a rien de tel en mai-juin 68 qui « finit mal », avec quelques acquis sur le plan syndical, mais surtout la douche froide des élections législatives de juin 68 sur le plan politique...*

**Bernard Pudal:** C'est sur ce thème que nous terminons, avec Retière, l'article dont j'ai déjà parlé. Le Front populaire s'est déroulé différemment. Léon Blum est arrivé au pouvoir puis les grèves ont commencé. En mai 68, c'est l'inverse. Certes, la légitimité du maintien du pouvoir gaulliste a été mise en cause en mai-juin. Mais, en même temps, il y a eu des manœuvres diverses sur le thème: Mendès-France ? Mitterrand ? Combien de strapontins pour le Parti communiste ? etc.

S'agissant des résultats des grèves, il y a échec pour les revendications les plus politiques: abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, échelle mobile des salaires, etc. Il y a certes des gains salariaux, mais ils vont être annulés par l'inflation. La CGT met en avant la section syndicale d'entreprise. Cela aurait pu être une conquête à condition qu'il y ait une suite. C'est-à-dire que la classe ouvrière et ses organisations deviennent de plus en plus puissantes et puissent utiliser cette possibilité pour infléchir les politiques d'entreprises et intervenir dans le cœur même du système.

Mais cela n'a pas été le cas. Au contraire, à partir de 1975, il y a crise des organisations ouvrières. Tout cela fait que les résultats sont difficiles à commémorer.

Mais il faut dire aussi que le mouvement de grèves a été extraordinaire. Les salariés étaient prêts à en découdre dans beaucoup d'endroits. On le voit à travers des travaux comme ceux de Nicolas Hatzfeld, qui a rédigé un mémoire, jamais publié, sur les grèves à Sochaux en 1968<sup>7</sup>. Les grévistes laissent faire leurs délégués mais ils sont attentifs. Ils participent aux assemblées générales. Les salariés sont donc combattifs. Mais, en même temps, cette combativité bute sur le fait que les grévistes ne sont pas mobilisés pendant les grèves, même là où les usines sont occupées. Ils font grève parfois pendant 30 jours, ce qui est énorme, et, en même temps, ils sont un peu abandonnés symboliquement.

Pour le Front populaire, en revanche, il y avait toute une symbolique, les congés payés, la dignité ouvrière, la reconnaissance d'une classe sociale qui a droit à ses conventions collectives, à un temps pour le repos, un temps pour la culture. Tout cela était symboliquement fort. Il n'y a pas eu d'équivalent en 1968. Il aurait fallu pour cela que les relations entre organisations et groupes sociaux, entre étudiants et ouvriers, bénéficient à tout le monde et soient fondées sur des échanges, des rencontres et des décloisonnements sociaux. Et que ces décloisonnements soient pensés. En d'autres mots, il aurait fallu que les intellectuels sortent de leur intellectualo-centrisme et les ouvriers de leur anti-intellectualisme. Tout cela est caché aujourd'hui encore par des débats d'organisations alors qu'il faudrait en faire un enjeu politique.

*Savoir/Agir: Pourriez-vous, à ce propos, revenir sur le thème de « la rencontre » entre groupes sociaux et sur la métaphore du « métissage » ?*

7. Pour un aperçu, cf. Nicolas Hatzfeld, « Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise », in René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowski (dir.), 1968. *Exploration du Mai français*, tome 1 : *Terrains*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1992, pp. 51-72.

**Bernard Pudal :** Il faudrait faire des enquêtes tout en sachant qu'elles sont difficiles. Un des objectifs de notre travail est de les susciter, à partir de l'idée qu'il y a eu des « métissages ». C'est un mot « provisoire », d'attente, que nous avons retenu avec Retière, pour désigner des rencontres entre étudiants, jeunes ouvriers, jeunes femmes, jeunes paysans,

dans des contextes et des situations où la rencontre produit quelque chose qui est de l'ordre de ce qui rend possible l'action politique, à savoir une nouvelle façon de regarder ce qui se passe autour de soi dans la société. Je prends l'exemple du travail biographique qu'Ivan Bruneau<sup>8</sup> a fait sur les militants de la Confédération paysanne. Si on remonte aux années 1960 et qu'on étudie ceux qui inventeront plus tard d'autres façons d'être paysans, ceux qu'il appelle des paysans à « juste » distance et qui feront la Confédération paysanne, on trouve souvent des moments (le repas de famille, par exemple, avec la sœur qui fait des études supérieures à Rennes, etc.), où on discute âprement et où les relations « routinisées » sont questionnées parce qu'elles mettent en présence des personnes qui portent d'autres intérêts, d'autres points de vue. Il faudrait chercher d'autres situations de ce type, où la curiosité intervient aussi – on connaît des jeunes ouvriers qui sont allés à la Sorbonne simplement pour voir ce qui s'y passait. J'aime beaucoup l'exemple – il n'est pas le seul – d'un secrétaire de la Jeunesse communiste à Toulouse. Il est postier et homosexuel. Il est éliminé car, c'était la règle à l'époque, les homosexuels ne pouvaient pas occuper des postes de responsabilité dans le PC. Il se trouve donc isolé. Pendant les événements, il va à la fac à Toulouse. Au début, il « ne comprend rien à ce qui se raconte, qui lui est totalement étranger ». Au bout d'un certain temps, cela l'a passionné. En plus, il ajoute que « les étudiants étaient mignons ». Plus tard, il deviendra un militant de Sud-PTT à Paris. On retrouve dans son parcours tous les déplacements symboliques, politiques, sociaux, géographiques, etc., ainsi qu'une façon plus légitime de vivre sa sexualité.

Si on fait des enquêtes, on découvrira d'autres exemples de ces déplacements, d'autant que les années 1960 sont aussi celles où le recrutement des étudiants se diversifie socialement. L'université est un des lieux où les jeunes des classes moyennes ou populaires commencent à découvrir un autre monde. Tous ces phénomènes – qui caractérisent pour moi la génération 68 – conduisent un certain nombre d'acteurs à interroger l'arbitraire des rapports sociaux. Cette interrogation est d'abord vécue sur le mode du malaise, du désir... Elle ne se symbolise pas, ne s'exprime pas. En 1968, elle commence à prendre des formes comme les « prises de parole ».

8. Ivan Bruneau, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste » distance*, thèse de doctorat, 2006.

*Savoir/Agir: On pourrait aussi se poser la question du « métissage » en sens inverse et analyser les effets qu'a pu avoir sur les intellectuels la fréquentation des classes populaires ?*

**Bernard Pudal:** Cela pourrait être l'intérêt d'une étude sur les « établis ». Mais on trouve rarement ce type de questionnement dans ce qui a été écrit à leur propos<sup>9</sup>. Tout reste à étudier, mais on sait qu'il y a eu des effets après 68 sur la manière d'exercer certaines professions intellectuelles. Des juristes qui inventent les boutiques de droit, des médecins qui ouvrent des cabinets collectifs, etc. Il y a eu des tentatives multiples de modifier les pratiques: qu'il s'agisse des avocats, des médecins, des professeurs, etc. Elles étaient fondées sur le désir de collaborer avec des « usagers » des classes populaires. Il faudrait faire un bilan, dans cette perspective – et non pas pour montrer que cela ne pouvait pas fonctionner – un bilan qui tirerait les enseignements pour aujourd'hui de ce « laboratoire social »

Si 68 n'est pas commémoré, ces expériences de l'après-68 n'ont pas non plus de mémoire. Il faudrait, par exemple, revenir sur les communautés. Car il y a des filiations. La Confédération paysanne, notamment, est un cas évident de ces filiations. Mais il y en a d'autres, moins évidentes à première vue. D'où encore le besoin de faire de la recherche. En 1968, un jeune ouvrier de Renault Billancourt, nommé Lacroix, va à la Sorbonne, il est un peu gauchisant. Revenu à Billancourt, il devient un militant du PCF où il va monter jusqu'au Comité central. Après les européennes de 1984, alors que le parti est déjà affaibli, il envoie une lettre – non publique – au bureau politique pour dire que, le parti étant identifié à ses dirigeants, plus précisément à Georges Marchais, il faudrait le changer. Par rapport à notre propos, on peut se demander s'il n'est pas resté porteur, à partir de l'expérience de 1968, de formes de socialisation implicites à la remise en cause de l'autorité, inhabituelles dans le PC. Après cet esclandre, il est écarté du Comité central et entamera une carrière dans le secteur privé.

Pour revenir à notre questionnement initial, nous sommes ici dans le troisième moment. Pour résumer, il y a eu d'abord « un avant », qui remonte peut-être à la période

9. Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Éditions Belin, 1999.

d'entre-deux-guerres, moment de mise en cause des multiples rapports d'autorité sociale. Il y a eu ensuite le moment historique lui-même : mai-juin 68, la crise. Là, dans notre discussion, nous sommes dans le moment biographique de 1968, qui est vécu différemment selon les acteurs. C'est ce moment qui va constituer la génération 68. C'est celui des effets sur la biographie des acteurs, leur trajectoire personnelle, politique, sexuelle, etc.

Il faudrait arriver à penser les trois moments, l'avant, qui varie selon la manière dont les individus sont confrontés aux formes multiples de l'autorité, le pendant et l'après.

Un exemple encore : Charles Julliet<sup>10</sup>, qui est né en 1934, considère que mai 68, c'est l'expression « politique » de son malheur. Enfant de troupe dans sa jeunesse, il n'avait vu alors que son malheur individuel. En 1968, il est tout heureux parce que « tout le monde en parle, les étudiants en parlent ». Ses amis, en revanche, ne comprennent pas ce qui se passe et ne voient que le désordre. Beaucoup ont dû faire la même expérience et voir des problèmes qu'ils percevaient comme individuels repris de façon politique, collective. Et cela même s'il n'y a pas eu de débouché politique à ces enjeux.

*Savoir/Agir : N'y a-t-il pas aussi une face plus sombre : celle de l'échec ? Il met en cause, comme vous l'avez noté, les organisations et les porte-parole. Mais, au-delà des « responsabilités » collectives et individuelles, quelle place accorder aux mécanismes sociaux ?*

**Bernard Pudal :** On peut tenter de répondre de manière décalée. Y a-t-il des endroits où cela n'a pas échoué ? On pourrait étudier le cas de la Pologne. Il y a eu une révolte étudiante en 1968, avec pour point de départ la censure d'une pièce de théâtre, accompagnée d'un déferlement, orchestré par le Parti communiste, d'antisémitisme et d'anti-intellectualisme visant à couper les ouvriers des étudiants en lutte. Alors que ceux-ci – Lech Walesa en parle dans ses *Mémoires* – voulaient faire connaître leur lutte et la faire partager par les ouvriers. Cela a échoué sur le moment. Mais avec Solidarnosc, sans vouloir mythifier le processus, il y aura quelques années plus tard rencontre entre l'Église catholique

10. Charles Julliet a notamment publié un *Journal*, dont il est question ici. Il a été édité en quatre volumes, de 1994 à 2000, aux éditions P.O.L.

que, les ouvriers en lutte et des intellectuels – le KOR, par exemple – qui veulent s’y associer.

Il y a donc des périodes où des phénomènes assez proches sociologiquement, comme la présence d’ouvriers plus cultivés avec les progrès de la scolarisation dans le secondaire notés en Pologne, s’articulent avec des enjeux politiques et peuvent conduire à des luttes communes. En France, une telle conjonction me paraît impensable, même si des tentatives ont été faites. Les intellectuels qui ont accompagné la CFDT dans les années 1970 en sont un exemple. Pierre Bourdieu a été en quelque sorte une victime de ce divorce. Il a été pendant une période en situation d’incarner tout seul, grâce à son capital symbolique, le lien entre les deux mondes. Ce qui montre bien le vide qui existe dans notre pays à cet égard.

Cette question, à laquelle mai 68 n’a pas trouvé de réponse, reste donc une question d’actualité, même s’il y a quelques timides évolutions.

*Savoir/Agir: Ces rencontres apparaissent donc à la fois nécessaires et improbables. Mais comment sortir de l’incantation ? La question ne renvoie-t-elle pas fondamentalement à celle de l’école ?*

**Bernard Pudal:** C’est vrai qu’un des rares endroits qui est à la fois un lieu professionnel, un lieu de rencontres sociales, un lieu de socialisation, de politisation, ce sont les premières années d’université. La réflexion pédagogique pourrait être un outil dans la recherche de la rencontre de ces deux mondes. Il y a eu des tentatives. En mai-juin 68, Bourdieu et son équipe se sont retrouvés au Conseil économique et social avec l’idée de définir une pédagogie rationnelle reposant sur la conscience sociologique de la rupture entre les deux mondes, rupture qui se traduit concrètement par des difficultés à la fois pour les professeurs et pour ceux qui échouent. Le dossier pédagogique de mai-juin 68 pourrait être réhabilité et constituer un fonds commun de réflexions et d’expériences dont les jeunes enseignants aujourd’hui pourraient se saisir pour penser eux aussi leur façon de rationaliser la relation pédagogique dans le supérieur. On peut être optimiste car on voit de plus en plus de jeunes

maîtres de conférences plus sensibles que leurs aînés à ces dimensions. Ce qui devrait changer aussi la façon de militer syndicalement et de conduire les batailles syndicales. ■